

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 28 janvier au 3 février 2025

Sommaire

Fait marquant : Le Royaume-Uni passe discrètement le 5^{ème} anniversaire de son départ de l'UE.....2

En bref2

Actualités macroéconomiques3

CONJONCTURE3

POLITIQUE MONÉTAIRE.....3

MARCHE DU TRAVAIL.....3

Actualités commerce et investissement4

COMMERCE.....4

SANCTIONS.....4

Actualités financières.....4

REGLEMENTATION FINANCIÈRE4

BANQUES ET ASSURANCES.....5

Fait marquant : Le Royaume-Uni passe discrètement le 5^{ème} anniversaire de son départ de l'UE.

Cinq ans après la sortie du Royaume-Uni (R-U) de l'Union européenne (UE), le [Brexit](#) demeure un sujet structurant de la vie politique britannique, avec des [répercussions](#) sensibles sur l'économie, le commerce, l'éducation, la santé ou l'immigration. L'*Office for Budget Responsibility* (OBR) estime que le Brexit pourrait réduire la productivité de long terme britannique de 4% à horizon 15 ans par rapport à un scénario où le R-U serait resté dans l'UE.

La conclusion du Cadre de Windsor en février 2023 a amorcé une « normalisation » des relations entre le R-U et l'UE, que l'élection du parti travailliste en juillet a confirmé, au travers de son ambition de « reset ». Lors de son [discours](#) présentant son « Plan pour la croissance » le 28 janvier, la chancelière de l'Échiquier britannique, Rachel Reeves, a d'ailleurs insisté sur l'importance d'entretenir une dynamique positive avec l'UE, principal partenaire commercial du R-U. Le sommet UE—Royaume-Uni du printemps 2025 s'inscrit dans cette perspective.

Alors que la sortie du marché unique a fortement impacté les échanges commerciaux bilatéraux (-17% pour les exportations et -23% pour les importations, selon une [étude](#) de *Aston University* de 2024), notamment pour les petites et moyennes entreprises, les lignes rouges maintenues par le gouvernement travailliste (pas d'union douanière, pas de marché unique et pas de libre circulation des personnes) limitent les marges de manœuvre d'une coopération approfondie sur le plan économique. Au-delà des attentes désormais bien connues de la partie britannique (accord vétérinaire, reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, et facilitation de la mobilité des artistes en tournée), d'autres domaines de collaboration sont identifiés par le monde économique britannique : couplage des marchés carbone, accord sur la mobilité des jeunes, participation du R-U à la Convention Pan-Euro-Méditerranéenne sur le cumul de règles d'origine (voir [position](#) exprimée par la *British Chambers of Commerce*). Enfin, un rapprochement sur les sujets de sécurité et de défense est envisagé.

Selon un [récent](#) sondage, l'opinion publique est moins favorable au Brexit qu'elle ne l'était auparavant : 57% des Britanniques seraient désormais en faveur d'un retour dans l'UE.

En bref

- L'indice PMI manufacturier (définitif) atteint 48,3 au mois de janvier (après 47 en décembre), marqué par la faible demande adressée aux entreprises et une confiance dégradée dans l'économie. *Un indice supérieur à 50 indique une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 en traduit une contraction.*
- Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, participe au Conseil européen informel des 3-4 février, l'occasion pour les dirigeants européens et leur homologue britannique de discuter des opportunités de coopération dans le cadre de la « relance » des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Les [questions](#) de défense et de priorités se [détachent](#) comme les sujets centraux des discussions.

- Le gouvernement britannique nomme ses nouveaux [UK Trade Envoys](#), députés en mission pour promouvoir les intérêts économiques du Royaume-Uni à l'étranger dans des zones stratégiques pour la croissance.
- L'Agence de crédit-export britannique (UK Export Finance, ou [UKEF](#)) apporte son concours au financement d'un contrat conclu entre l'Irak et deux entreprises britanniques participant à la modernisation de la flotte de véhicules des services d'urgence irakiens.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Les approbations de prêts hypothécaires ont légèrement [augmenté](#) en décembre, selon la Banque d'Angleterre. Le nombre de prêts hypothécaires accordés pour l'achat de logements a été de 66 500 en décembre (après 65 700 en novembre). Cet indicateur est utilisé par la Banque d'Angleterre pour estimer l'emprunt futur. Les approbations nettes de réhypothèques ont diminué pour le second mois consécutif à 30 500 en décembre. Enfin, les particuliers ont emprunté, en net, 3,6 Md£ de dettes hypothécaires en décembre, contre 2,5 Md£ en novembre.

Selon Nationwide, les prix de l'immobilier ont [stagné](#) au mois de janvier, malgré une hausse marquée en glissement annuel. Les prix ont augmenté de +0,1% au mois de janvier (après +0,7% en décembre). En glissement annuel, l'augmentation des prix des maisons s'établit à +4,1% (après +4,7% en décembre). Selon l'économiste en chef de Nationwide, cette hausse reflète la résilience inattendue du marché immobilier malgré des défis persistants en matière d'accessibilité (coût de l'emprunt, difficulté à épargner pour un apport).

Politique monétaire

Les marchés financiers [anticipent](#) une baisse des taux directeurs de la Banque d'Angleterre de 0,25 point de base à l'occasion du comité de politique monétaire de ce jeudi 6 février. Malgré une inflation qui s'est établie à 2,6 et 2,5% en novembre et décembre 2024, la faible dynamique de croissance au second semestre 2024 et le ralentissement du rythme de croissance des prix dans le secteur des services expliqueraient cette décision. Les analystes demeurent toutefois prudents face à la crainte d'un pic inflationniste de court terme en raison d'une hausse des prix de l'énergie et de l'augmentation des cotisations sociales patronales annoncées dans le budget d'automne.

Marché du travail

Le directeur de [l'ONS](#), Ian Diamond, dit avoir confiance dans ses données et estime qu'il y a bien eu une hausse de l'inactivité depuis le Covid. Entendu par le [Treasury Committee](#) de la Chambre des communes, le directeur de l'ONS (*Office for National Statistics*) a réaffirmé que l'agence statistique avait bel et bien enregistré une hausse de plus de 2,8 millions d'inactifs au Royaume-Uni depuis la pandémie de Covid. Cette déclaration intervient dans le contexte d'une méfiance grandissante à l'égard des données collectées par l'ONS dans le cadre de son enquête sur le marché du travail (ayant conduit la Banque d'Angleterre à s'appuyer sur d'autres données pour le pilotage de sa politique monétaire). Pour Ian Diamond, les lacunes propres à ce sondage – en cours de révision méthodologique – ne remettent pas en cause la tendance constatée à la hausse générale de l'inactivité pour raisons de santé, balayant les critiques de la [Resolution Foundation](#) (voir Brèves 44 du 26 novembre 2024).

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le ministre délégué au Commerce, [Douglas Alexander](#), s'est rendu en Afrique du sud et au Botswana. Ce déplacement s'inscrit dans la volonté britannique de développer les liens commerciaux avec le continent africain et marque la tenue du premier Conseil conjoint de l'Accord de partenariat économique entre le R-U et l'Union douanière de l'Afrique australe (SACUM), co-présidé par D. Alexander. Celui-ci s'est entretenu avec ses homologues d'Afrique du sud, du Botswana, d'Eswatini, du Lesotho et de Namibie et a rencontré des chefs d'entreprise pour discuter de coopérations dans des secteurs clés comme l'énergie, l'agriculture et le numérique.

Le Royaume-Uni signe un Protocole d'accord (MoU) avec l'État américain du Colorado. Ce partenariat économique et commercial non contraignant vise à faciliter les échanges et à favoriser les investissements, en particulier dans les domaines des énergies propres et des technologies à faibles émissions, l'espace, le numérique et l'agriculture. La feuille de route fait par ailleurs mention de coopération en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles et de marchés publics. Il s'agit du neuvième État américain avec lequel le R-U conclut ce type d'accord.

Sanctions

Les autorités britanniques annoncent la mise sous [sanctions](#) de nouvelles entités biélorusses. Condamnant la réélection de Loukachenko pour son 7^{ème} mandat, les autorités britanniques ont inscrit six nouveaux individus à la liste des entités désignées en raison de leur implication dans la répression de l'opposition et, en particulier, leur rôle au sein de la Commission électorale et du système carcéral biélorusses. Trois entreprises du secteur de la défense font également partie des entités désignées.

Actualités financières

Réglementation financière

Le Premier Ministre K. Starmer a annoncé [la levée des restrictions](#) sur la récupération par les entreprises des excédents de leurs régimes de retraite. Le [gouvernement](#) estime qu'environ 3 750 régimes de retraite d'entreprises cumulent des excédents totalisant 160 milliards de livres. La santé financière des régimes de retraite à prestations définies a été améliorée par la remontée des taux d'intérêt (qui réduit la valeur actuelle des passifs). En vertu des règles actuellement en vigueur, les entreprises ne pourraient extraire qu'une partie de ces excédents (moins de 70 milliards). La réforme, dont les détails seront présentés au printemps, a pour objectif d'encourager les entreprises à prendre davantage de risques dans la stratégie d'investissement de leurs fonds de pensions afin de générer des rendements plus importants et des excédents exploitables. Cette annonce intervient au moment où K. Starmer et la chancelière R. Reeves se montrent plus assertifs pour stimuler la croissance économique et l'investissement (avec l'annonce d'un « Plan pour la croissance » le 28 janvier), après avoir été critiqués pour être restés en retrait sur ce sujet. Si l'annonce a été saluée par le chancelier-fantôme J. Hunt (qui avait amorcé le débat en 2023), certains observateurs restent toutefois sceptiques quant à l'usage de ces réformes par les entreprises, citant notamment la taxe de 25 % sur les excédents retirés.

La FCA a [annoncé](#) une série de mesures visant à simplifier l'accès des investisseurs particuliers au marché des obligations d'entreprises. Dans le cadre d'un effort pour soutenir la croissance économique et sous pression du gouvernement pour ce faire, le

[régulateur-superviseur](#) compte revoir à la baisse les exigences de divulgation pour les émissions d'obligations d'entreprises inférieures à 100 000£. Les entreprises empruntant un montant inférieur seront par exemple exemptées de la production d'un prospectus. Les nouvelles règles seront calibrées de sorte à ce que les investisseurs particuliers puissent détenir toute l'information nécessaire à la formation d'un choix éclairé tout en supprimant un certain nombre d'exigences jugées coûteuses et de nature à freiner la participation des particuliers à ce marché. La FCA a également introduit des règles plus strictes pour les plateformes de financement participatif afin de protéger les investisseurs des risques liés aux "minibonds", qui étaient au cœur de la faillite de London Capital Finance.

Le troisième [Forum](#) sur la régulation financière entre le Royaume-Uni et le Japon s'est tenu à Londres le 30 janvier 2025. Les discussions ont porté sur des sujets économiques et financiers variés, incluant la finance durable, la gestion d'actifs, les marchés de capitaux et la finance numérique. Les deux pays ont partagé leurs progrès respectifs en matière de finance durable (plans de transition, exigences de divulgations), et sur la gestion des risques liés aux cryptoactifs et à l'intelligence artificielle. Le forum s'est conclu sur l'importance de la coopération bilatérale et multilatérale pour développer des régulations cohérentes et soutenir l'innovation tout en assurant la stabilité financière. Le prochain forum se tiendra au Japon.

Le gouvernement britannique a [publié](#) une feuille de route définissant les missions du nouveau groupe consultatif chargé de créer un « véhicule d'investissement à impact social ». Ce groupe a été établi après l'annonce du budget d'automne 2024, dans le but de mobiliser des investissements privés vers des projets soutenant les objectifs et missions du gouvernement en la matière. Ce groupe, qui se réunira mensuellement jusqu'en juin 2025, conseillera le gouvernement sur la façon de mobiliser des fonds pour les investissements à impact social, en se concentrant sur la manière dont il convient de structurer ce véhicule. Il sera présidé par Dame Elizabeth Corley, ancienne PDG d'Allianz Investors et actuelle présidente du conseil d'administration de Schroders.

Banques et Assurances

HSBC a [annoncé](#) son retrait des activités de marchés de capitaux actions (ECM) et de fusions-acquisitions (M&A) en Europe, au Royaume-Uni et en Amérique, dans le cadre d'une stratégie de réduction des coûts. Sous la direction de son nouveau CEO Georges Elhedery, le groupe se concentrera sur ses marchés clés en Asie et au Moyen-Orient, tout en maintenant ses opérations sur les marchés de dette et le financement d'acquisitions. Cette décision survient après plusieurs tentatives de développement dans ces secteurs, où HSBC représentait de faibles parts de marché. Ce retrait fait partie d'un effort plus large de simplification de l'entreprise et de renforcement de sa rentabilité.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtrésor.gouv.fr